

<http://www.pressegauche.org/Monsieur-Lambert-la-pauvrete-n-est-pas-un-choix>



Monsieur Lambert, la pauvreté n'est pas un choix

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 20 novembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

En tant que personnes impliquées dans un groupe de défense collective des droits des personnes assistées sociales, il est de notre devoir de rétablir les faits et de rectifier certains propos tenus par François Lambert. Lors de son passage à l'émission Tout le monde en parle du 4 novembre dernier, il a démontré une méconnaissance de la réalité des personnes à l'aide sociale en présentant une vision teintée de préjugés.

Il a laissé sous-entendre que c'est la faute des personnes elles-mêmes si elles n'arrivent pas à boucler leur budget et à se sortir de la pauvreté. Qui peut encore croire que c'est possible de faire une épicerie pour un adulte et deux enfants (en espérant que ce ne sont pas des ados) à 75\$ par semaine ? On rappelle que le barème de base à l'aide sociale est de 648\$ par mois pour combler tous les besoins de base, dont la plus grande part sert au logement.

Ce que monsieur Lambert semble avoir oublié de son enfance dans la « grande pauvreté », c'est que la pauvreté limite les choix que les personnes aimeraient faire. Privées d'espace pour un potager et élever des poules, les personnes assistées sociales vont dans les épiceries qui ne sont pas parmi les moins chères, mais celles à proximité parce qu'elles sont privées de transport. Afin de se nourrir, elles n'ont pas le choix de compléter leur épicerie par des denrées distribuées par les banques alimentaires, « formées de restes et seulement quand il en reste ».

La pauvreté, ce n'est pas génétique ni un trait familial. Ce qui est transmis dans une famille qui vit la pauvreté, c'est la privation des moyens financiers. Un budget restreint apporte moins de nourriture, moins de loisirs, moins d'activités culturelles, moins d'opportunités, donc moins de chance pour un enfant d'avoir un développement idéal.

Monsieur Lambert ne fait que porter la responsabilité de la sortie de la pauvreté sur l'individu, or c'est aussi une responsabilité collective. L'État a un rôle primordial pour l'égalité des chances, pour l'amélioration des conditions de vie de toutes et tous, dans le respect du rythme et des capacités des personnes, sans se limiter qu'à de l'aide financière.

Nous tenons à souligner que les commentaires de Guy A. Lepage, Dany Turcotte et les réactions spontanées d'Émile Proulx Cloutier, qui s'opposaient aux idées préconçues de monsieur Lambert, témoignent qu'un travail de sensibilisation de la réalité des personnes assistées sociales fait son chemin dans la conscience collective.

Audrey-Ann Otis, Judith Forget, Monique Toutant, Simon Pouliot, Véronique Salmon de l'Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain